



Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative  
de Melun  
Préfecture de Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
20 Quai Hippolyte Rossignol  
77000 Melun

**RAPPORT de REPÉRAGE des MATERIAUX et PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**  
**En VUE de COMPLETER LE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Articles R.1334-14, R.1334-17 et 18, R.1334-20 et 21, R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011) ; Arrêtés du 12 décembre 2012, arrêté du 21 décembre 2012 et la norme NF X 46-020.

**INFORMATION GENERALES**

**DESIGNATION DU BÂTIMENT VISITÉ**

Adresse : Ensemble immobilier  
Cité Administrative de Melun – Bâtiment A, 3 pré Chamblain  
Code postal : 77010  
Ville : Melun  
Périmètre du repérage : Éléments extérieurs  
Etage, zone concernée, lot n° : Sans objet  
Fonction principale du bâtiment : Immeuble de bureaux  
Cat du bâtiment : Bureaux, ERP  
Date du PC : Construit en 1970

**DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE**

Nom : Monsieur le Régisseur de la  
Cité Administrative de Melun  
Adresse : Préfecture de Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
20 Quai Hippolyte Rossignol  
77000 Melun

**EXECUTION DE LA MISSION**

Rapport n° :	9615047	Date du rapport :	11/04/2019
Date(s) du repérage :	27/03/2019	Indice du rapport :	A
Par :	Julien PHILIPPE	Organisme d'assurance professionnelle :	MMA – 31 rue Chanzy – 13300 Salon de Provence
N° de certification de qualification :	2814538	N° de contrat d'assurance :	110 641 319
Date d'obtention :	10/03/2017	Date de validité :	30/06/2019
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :		Bureau Veritas Certification France - 60 avenue du Général de Gaulle 92046 Paris la Défense	

**CACHET DU RESPONSABLE DE MISSION**

Signature et Cachet de l'Entreprise

Fait à Nanterre le : 11/04/2019

**S.A.D.E.L. Ingénierie S.A.S**  
36/40 rue Montesquieu - 92000 NANTERRE  
Tél 01 71 11 37 84 - Fax 01 71 11 37 83  
APE 7112B - SIRET 408 591 568 00048  
RCS NANTERRE 408 591 568 - S.A.S au capital de 39 000 €

Par : Julien PHILIPPE

Toute reproduction autre qu'intégrale de ce document n'a aucune valeur. Ce rapport ne peut être utilisé que pour l'objet de la mission définie en haut de page et se limite aux éléments de construction accessibles lors de notre intervention.

Ce rapport est établi en complément de la mise à jour du DTA. Il fait suite à notre visite réalisée le 27/03/2019, à la demande de la Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de la mission de mise à jour du DTA.

But de la mission : Compléter le repérage précédemment établi par la prise en compte de l'extérieur du bâtiment et de sa toiture.

Nous rappelons que ce rapport est complémentaire du rapport initial. Les conclusions ci après, ne peuvent être interprétées seules.

### CONCLUSIONS du RAPPORT de VISITE COMPLEMENTAIRE de REPERAGE

	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de nouveaux matériaux et produits contenant de l'amiante.
<b>X</b>	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des nouveaux matériaux et produits contenant de l'amiante.

#### Matériaux liste A

Référence matériau	Identification du matériau ou produit	Localisation du prélèvement, matériau ou produit	Présence amiante Type	Critère	Résultat de la grille d'évaluation	Obligations
Sans objet						

#### Matériaux de la liste B

Référence matériau	Identification du matériau ou produit	Localisation du prélèvement, matériau ou produit	Présence amiante Type	Critère	Etat de conservation	Obligations
Grille 1	Conduit horizontal et rectangulaire en fibres ciment	R-1 - Chaufferie	Présence de fibre d'amiante	Jugement de l'opérateur	1	Évaluation périodique
Grille 2	Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment	Toiture	Présence de fibre d'amiante	Jugement de l'opérateur	1	Évaluation périodique
Grille 3	Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment	Toiture	Présence de fibre d'amiante	Jugement de l'opérateur	1	Évaluation périodique
Grille 4	Mitron en fibres ciment	Toiture	Présence de fibre d'amiante	Jugement de l'opérateur	1	Évaluation périodique

#### Exclusions :

##### Zones et locaux non visités nécessitant des investigations complémentaires

- ☒ Absence de local non visité identifié  
☐ Présence de local non visité identifié (locaux listés dans le tableau ci-dessous)

Locaux non visités	Raison de la non-visite	Investigations approfondies complémentaires à réaliser
Sans objet		

##### Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies

Matériaux ou composants concernés	Localisation	Raison de la non-conclusion	Investigations approfondies complémentaires à réaliser
Sans objet			



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

**Liste des Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante**

Référence matériau	Identification du matériau ou produit	Localisation du prélèvement, matériau ou produit	Critère de décision de l'Opérateur
P01	Plaque dure rectangulaire	Toiture	Analyse laboratoire





## **SOMMAIRE**

<b>CONCLUSIONS du RAPPORT de VISITE COMPLEMENTAIRE de REPERAGE .....</b>	<b>2</b>
Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de nouveaux matériaux et produits contenant de l'amiante. ....	2
X 2	
Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des nouveaux matériaux et produits contenant de l'amiante. ....	2
Exclusions : .....	2
Zones et locaux non visités nécessitant des investigations complémentaires .....	2
Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies .....	2
<b>1. Le(s) laboratoire(s) d'analyses .....</b>	<b>5</b>
<b>2. La mission de repérage .....</b>	<b>5</b>
2.1 L'objet de la mission .....	5
2.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes : .....	5
2.3 Identification complète de l'immeuble concerné : .....	5
2.4 Identification du Bâtiment concerné : .....	6
<b>3. Cadre de la mission de repérage .....</b>	<b>6</b>
3.1 Liste des locaux ou zones visités : .....	6
3.2 Programme de repérage: .....	6
<b>4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE .....</b>	<b>7</b>
4.1 Date et nature des visites sur site : .....	7
4.2 Conditions d'inaccessibilité ou d'impossibilité de réaliser des investigations approfondies : ...	7
Zones et locaux non visités nécessitant des investigations complémentaires .....	7
Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies .....	7
4.3 Récolement des données .....	8
4.4 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport à la norme et au code de la santé publique ....	8
4.5 Démarche réglementaires en présence de matériaux amiantés .....	8
<b>ANNEXE 1 – PLAN OU CROQUIS DES LOCAUX EXAMINES AVEC REPERAGE DES PRELEVEMENTS et/ou ELEMENTS REPERES .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 2 – RAPPORTS D'ESSAIS .....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE 3 – PLAN OU CROQUIS AVEC REPERAGE DES EXCLUSIONS .....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 4 - FICHE(S) D'IDENTIFICATION ET DE COTATION .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 5 – Grille d'évaluation des matériaux de la liste A .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 6 – CRITERE D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B .....</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 7 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT RAPPORT .....</b>	<b>28</b>





## 1. Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom du laboratoire : LEPBI  
Adresse : Centre d'Affaires Paris Nord  
Immeuble Ampère  
183, avenue Descartes  
93150 Le Blanc Mesnil  
Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-2350

## 2. La mission de repérage

### 2.1 L'objet de la mission

Etablir le repérage des éléments extérieurs en vue de compléter le dossier technique «amiante».

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur le repérage des matériaux et produits des listes A et B mentionnées en annexe 13-9 du code de la santé publique.

#### 2.1.1 Textes de référence

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

### 2.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :

Propriétaire de l'immeuble : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun  
Préfecture de Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol  
Code postal et ville : 77000 Melun

Donneur d'ordre : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun  
Préfecture de Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol  
Code postal et ville : 77000 Melun

Opérateur ayant réalisé le repérage :	Julien PHILIPPE
Nom de l'entreprise :	SADEL Ingénierie
Adresse :	36 rue Montesquieu
Code postal et ville :	92000 Nanterre
N° Siret :	408 591 568 00048
Organisme d'assurance :	MMA – 31 rue Chanzy – 13300 Salon de Provence
N° de Contrat :	110 641 319

### 2.3 Identification complète de l'immeuble concerné :

Dénomination:	Ensemble immobilier R+6
Adresse complète :	Cité Administrative de Melun – Bâtiment A, 3 pré Chamblain 77010 Melun
Référence Cadastrale :	Non communiqué



## 2.4 Identification du Bâtiment concerné :

Date du PC ou date de construction : Construit en 1970  
Fonction principale du bâtiment : Bureaux, ERP  
Autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment concerné : Ensemble immobilier R+6 sur un niveau de sous-sol

## 3. Cadre de la mission de repérage

### 3.1 Liste des locaux ou zones visités :

3.1.1 - Parties d'immeuble concernées par la mission autres que les locaux intérieurs			
Bâtiment	Niveau	Zones ou locaux visités	Circonstances de la visite
Bâtiment A		Extérieur et toiture	Intégration DTA

3.1.2 - Locaux à investiguer (dénomination des volumes intérieurs)			
Bâtiment	Niveau	Zones ou locaux visités	Circonstances de la visite
		Sans objet	

### 3.2 Programme de repérage:

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire.

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment et détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;
- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport.

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

- L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ; Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.
- Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.
- L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.
- Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.
- A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats. Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :



- Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels sur les matériaux accessibles sans sondage destructif (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones de similitude d'ouvrage et de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur de celles-ci, ...

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en § 3.1.
- La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.
- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention de SADEL ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

## 4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

### 4.1 Date et nature des visites sur site :

Nature de la visite	Date	Accompagnateur
Visite d'inspection visuelle	27/03/2019	PC Sécurtié

### 4.2 Conditions d'inaccessibilité ou d'impossibilité de réaliser des investigations approfondies :

#### Zones et locaux non visités nécessitant des investigations complémentaires

- ☒ Absence de local non visité identifié
- ☐ Présence de local non visité identifié (locaux listés dans le tableau ci-dessous)

Locaux non visités	Raison de la non-visite	Investigations approfondies complémentaires à réaliser
	Sans objet	

#### Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies

Matériaux ou composants concernés	Localisation	Raison de la non-conclusion	Investigations approfondies complémentaires à réaliser
Tresse	R-1 - Chauffage	Hors cadre DTA	Matériau suspect

#### 4.3 Récolement des données

Documents fournis par le client, disponible le jour de la visite

☒ Anciens rapports de repérage (voir ci-dessous)

Date	Evénement	Zone concernée	Intervenant
12/09/2016	Plan de retrait	Sous-sol - Chaufferie	Hanny
	Périmètre du repérage : Sans objet Locaux non visités : Sans objet  Référence rapport : GH du 12/09/2016  Commentaire : - Retrait de tresses amiantées sur porte de brûleurs (4 unités) - Retrait de joints de brides sur canalisation (8 mètres linéaires)  Remarques : ⚠ Pas de rapport d'examen visuel ni de bordereau de suivi de déchets d'amiante		
25/04/2006	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante	Ensemble du bâtiment	SADEL – M. Moussayan
	Périmètre du repérage : Listes A et B Locaux non visités : néant  Référence rapport : 9612762  Commentaire : RAS		
20/07/2000	Diagnostic amiante	Ensemble du bâtiment	SADEL – M. Zimon
	Périmètre du repérage : Listes A et B Locaux non visités : néant  Référence du rapport : DA 9611288 CITE ADMINISTRATIVE DE MELUN – BATIMENT A du 20/07/2000  Résultat : Présence d'allèges en amiante ciment (prélèvement) sur la façade du bâtiment  Commentaire : RAS		

☒ Plans et ou documents concernant l'ouvrage

☒ Année de construction ou du Permis de construire: 1970

#### 4.4 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport à la norme et au code de la santé publique

Ces documents ou ces informations, nécessaires à l'opérateur de repérage pour lui permettre de réaliser sa mission dans de bonnes conditions, n'ont pas été transmis par le donneur d'ordre :

- Néant

#### 4.5 Démarche réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de la présente mission, le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, par la réalisation d'un diagnostic complémentaire, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous- faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la



concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est  $\leq 5$  fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l.

Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu) ;
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux ;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux ;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.

## ANNEXES

### Au rapport de mission de repérage

#### Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## Sommaire des annexes

ANNEXE 1	Plan ou croquis des locaux examinés avec repérage des prélèvements et/ou éléments repérés
ANNEXE 2	Rapports d'essais
ANNEXE 3	Plan ou croquis avec repérage des exclusions
ANNEXE 4	Fiche(s) d'identification et de cotation
ANNEXE 5	Grille d'évaluation des matériaux de la liste A
ANNEXE 6	Critère d'évaluation des matériaux de la liste B
ANNEXE 7	Documents annexés au présent rapport



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

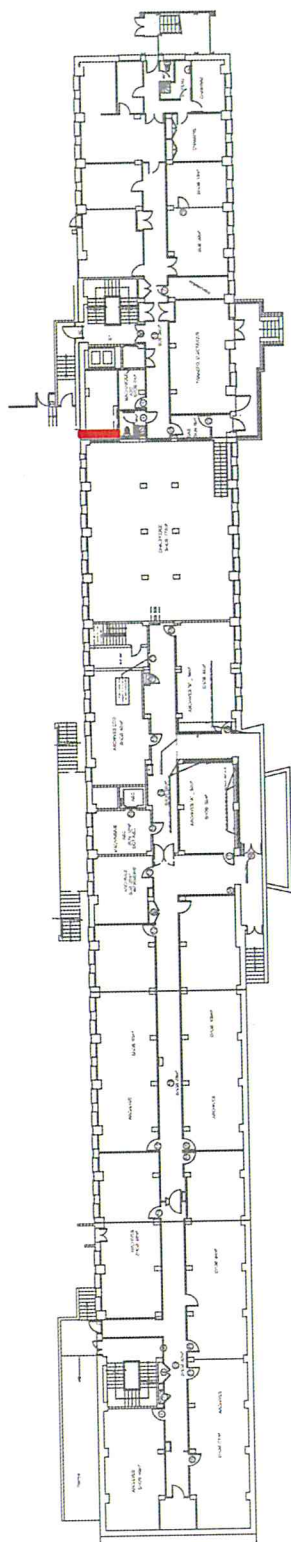
**ANNEXE 1 – PLAN OU CROQUIS DES LOCAUX EXAMINES AVEC REPERAGE DES  
PRELEVEMENTS et/ou ELEMENTS REPERES**

Cette annexe contient 7 planches de plans



# LEGENDE

- Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)
- Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)
- Cordons horizontal rectangulaire en fibres ciment
- Cordons vertical et rectangulaire en fibres ciment
- Mitron en fibres ciment



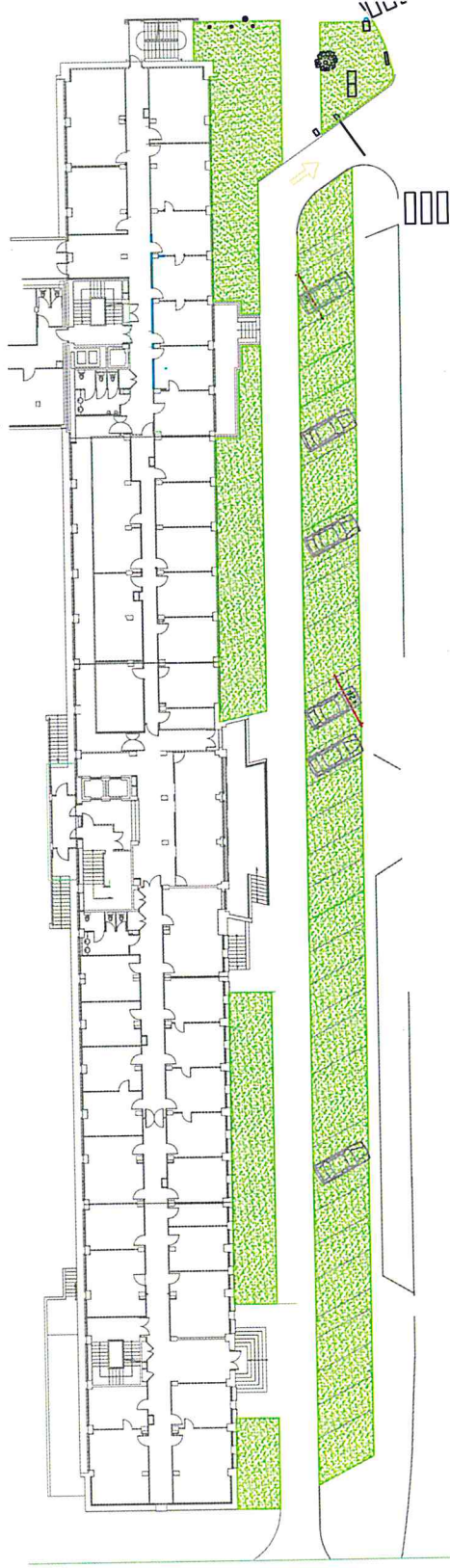
## REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

Plan : BAT A-RDC B	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT: SADEL INGENIERIE 38 Rue Montsequieu 92000 NANTERRE	ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A.B.C et RIAM 3 prô Chamblin 77010 MELUN	 SADEL INGENIERIE 36640 rue Montsequieu 92000 NANTERRE
	Indice : A				

Plan sans échelle  
Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage

# LEGENDE

- Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)
- Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)
- Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment
- Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment
- Mitron en fibres ciment








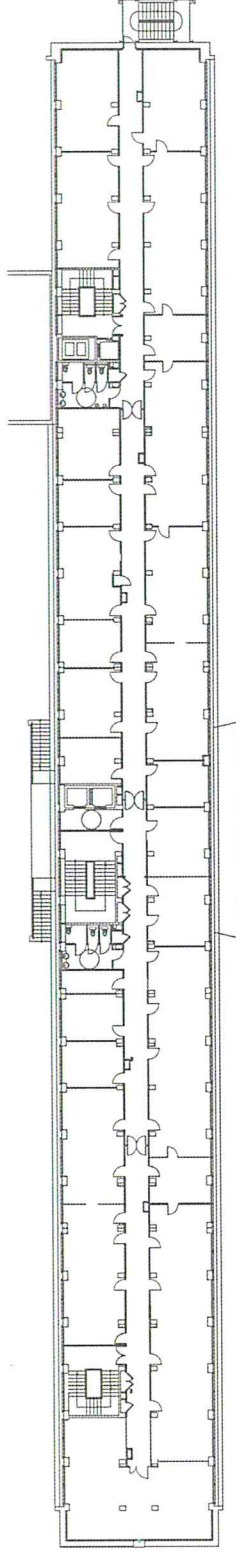
## REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

Plan : BAT A-RDC H	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE	ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A.B.C et RIAM 3 prd Chamblin 77010 MELUN	 SADEL INGENIERIE 3640 rue Montesquieu 92000 NANTERRE
	Par : LEFRANCOIS Ianis	Indice : A			





## LEGENDE

- |   |  |
|---|--|
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'armante) |
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'armante)     |
|  | Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment                    |
|  | Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment                   |
|  | Mixon en fibres ciment   |



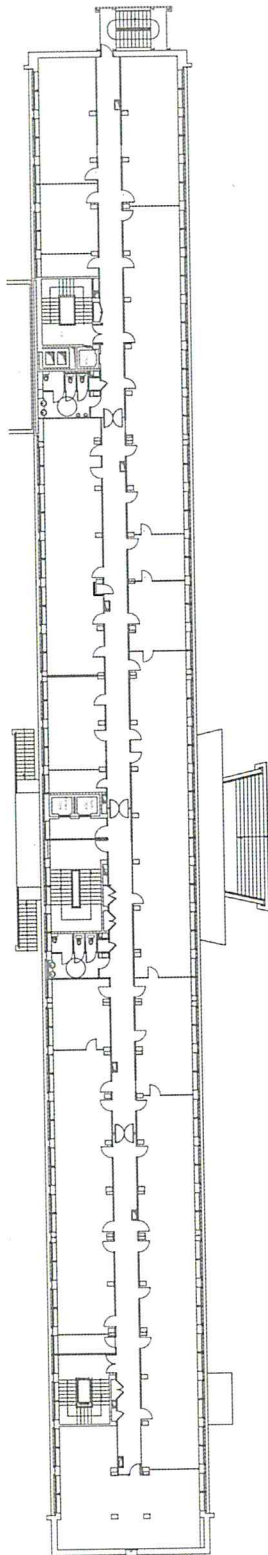
Plan sans échelle

Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage

 <b>S.A.D.E.L.</b>  <b>INGENIERIE</b>				<b>REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE</b>			
Plan : BAT A-R+1	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748		CLIENT:		ADRESSE:	
Par : LEFRANCOIS Ianis	Indices : A			SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE		SADEL INGERIERIE 36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE 36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE	

# LEGENDE

- Prélèvement d'ichaudillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)
- Prélèvement d'ichaudillon après analyse (contenant de l'amiante)
- Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment
- Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment
- Miton en fibres ciment



Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage

Plan sans échelle

Plan : BAT A-R+2  
Par : LEFRANCOIS Ianis

Réalisé le : 09/05/2019  
Indices : A

N° AFFAIRE: AFF 150-748

CLIENT:  
SADEL INGENIERIE  
36 Rue Montsquieu  
92000 NANTERRE

ADRESSE:  
Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM  
3 prô Chamblin  
77110 MELUN






## REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

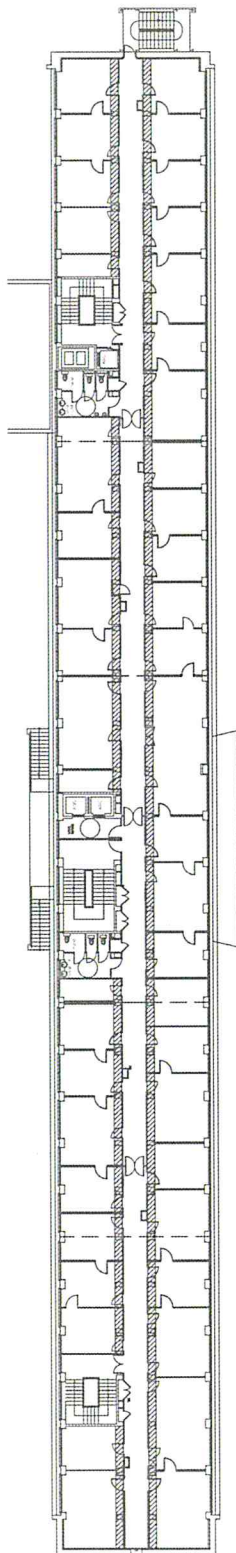


SADEL INGENIERIE  
36/40 rue Montsquieu 92000 NANTERRE



## LEGENDE

- |   |  |
|---|--|
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante) |
|  | Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)     |
|  | Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment                    |
|  | Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment                   |
|  | Métron en fibres ciment  |



## REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

**ADRESSE:**

**CLIENT:**

N° AFFAIRE: AFF 150-748


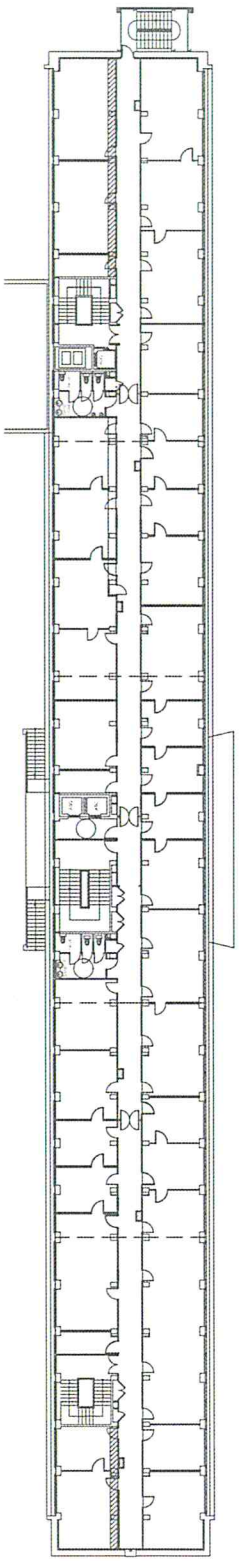
Réalisé le : 09/05/2019

Plan : BAT A-R+3

Plan sans échelle



**SADEL INGERIERIE**  
36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

<div>Plan : BAT A-R+4</div> <div>Par : LEFRANCOIS Ianis</div>		<div>Réalisé le : 09/05/2019</div> <div>Index : A</div>		<div>N° AFFAIRE: AFF 150-748</div>		<div>CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE</div>		<div>ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A B C et RIAM 3 rue Chamblin 77010 MELUN</div>		<div><div>SADEL INGENIERIE 3640 rue Montesquieu 92000 NANTERRE</div></div>	
<div>REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE</div>											
<div><div>Plan sans échelle</div><div>Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage</div></div>											
<div><div>LEGENDE</div><div><div><div><div><div>⊖</div><div>Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)</div></div><div><div>⊕</div><div>Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)</div></div><div><div>▢</div><div>Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment</div></div><div><div>▢</div><div>Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment</div></div><div><div>+</div><div>Mitron en fibres ciment</div></div></div><div></div></div></div></div>											



LEGENDE				
<div><div><div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div></div></div><div><div>Prélèvement d'écoulement après analyse (ne contenant pas d'amiante)</div><div>Prélèvement d'écoulement après analyse (contenant de l'amiante)</div><div>Conduit horizontal rectangulaire en fibres ciment</div><div>Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment</div><div>Miroir en fibres ciment</div></div></div>				
REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE				
Plan : BAT A- Toiture Et Extérieurs	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	CLIENT:	ADRESSE:
Par : LEFRANCOIS Ianis	Indice : A		SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE	Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM 3 av Chamblin 77010 MELUN
<div><div><div></div><div></div></div><div><div></div><div></div></div></div> <div>SADEL INGENIERIE 36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE</div>				
Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage				



## ANNEXE 2 – RAPPORTS D'ESSAIS

Cette annexe contient 1 page



Rapport d'essai N° R19-03652

Version V00

Villepinte, le 02/04/2019

**DETECTION ET IDENTIFICATION DES FIBRES D'AMIANTE DANS LES ECHANTILLONS MASSIFS**  
**Matériaux et produits du bâtiment**

Référence dossier du client	AFF150-748 – DTA – Melun – Bâtiment A
Date de réception des échantillons	28/03/2019
Date d'analyse des échantillons	02/04/2019

Référence échantillons (données client)			Données et résultats du laboratoire (*) [R19-03652- V00]						
Donnée 1	Donnée 2	Donnée 3	Réf LEPBI	Descriptif couche LEPBI	Réserves	Tr (*)	Technique /Nb prépa	Résultat	Méthode
P01	Plaque dure rectangulaire	Toiture	01	Plaque dure beige + matériau noir	(2) (4)	(1)	META/1	Fibre d'amiante non détectée	Sans objet



Validé par Mohammed BEY - Responsable laboratoire analytique

**Réserves**

(2) : Quantité suffisante  
(4) : Couches indissociables

(\*) Tr : Traitement  
(1) : Broyage à l'humide

Document de référence  
LAB GTA 44

**Technique MOLP** : Analyse qualitative d'amiante par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 (Appendice 2). Dans le cas d'une analyse négative « Amiante non détecté » par la méthode MOLP, la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable, pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

**Technique META** : Préparation réalisée selon la méthode interne du laboratoire MOT 004, analyse qualitative d'amiante par Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050. La limite de détection garantie par le laboratoire est 0,1% en masse pour chaque couche analysée. Dans le cas d'une analyse négative « Amiante non détecté » par cette méthode, la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

## **ANNEXE 3 – PLAN OU CROQUIS AVEC REPERAGE DES EXCLUSIONS**

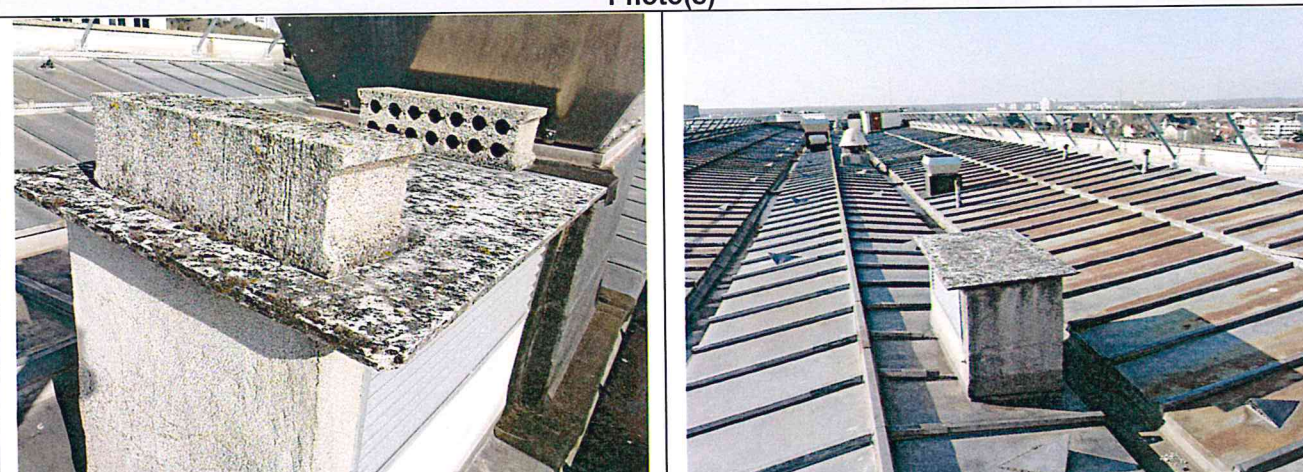
Investigations approfondies complémentaires à réaliser entre les différentes étapes de travaux

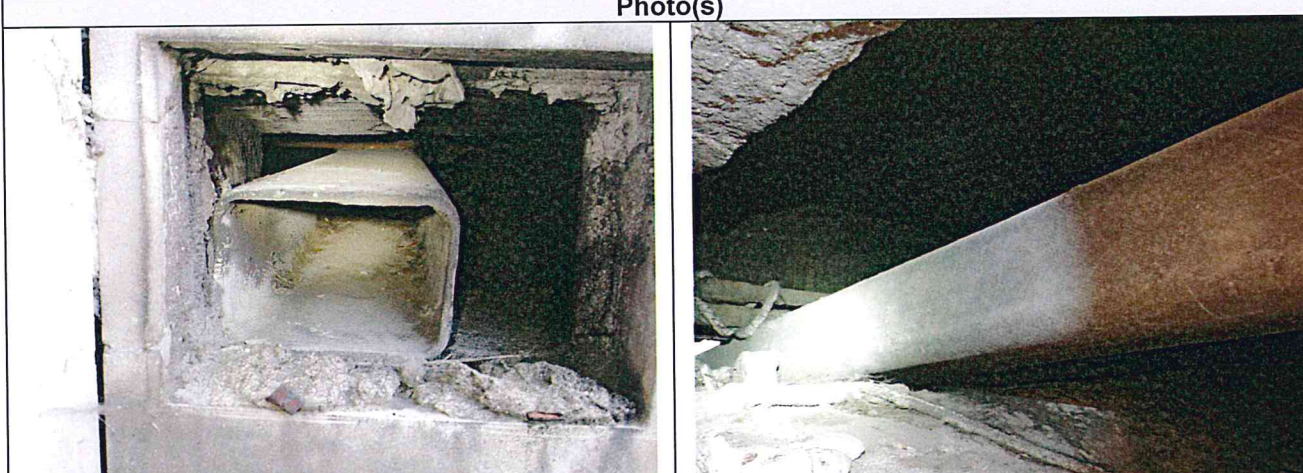
**SANS OBJET**







**ANNEXE 4 - FICHE(S) D'IDENTIFICATION ET DE COTATION**


PRELEVEMENT : P01		
<b>Matériau</b>	<b>Date de prélèvement</b>	<b>Nom de l'opérateur</b>
Plaque dure rectangulaire	27/03/2019	Julien PHILIPPE
<b>Localisation</b>		<b>Résultat</b>
Toiture		<b>Absence d'amiante</b>
Photo(s)		
		

PRELEVEMENT : /		
<b>Matériau</b>	<b>Date de prélèvement</b>	<b>Nom de l'opérateur</b>
Conduit horizontal et rectangulaire en fibres ciment	27/03/2019	Julien PHILIPPE
<b>Localisation</b>		<b>Résultat</b>
R-1 - Chaufferie		<b>Présence d'amiante</b>
Photo(s)		
		



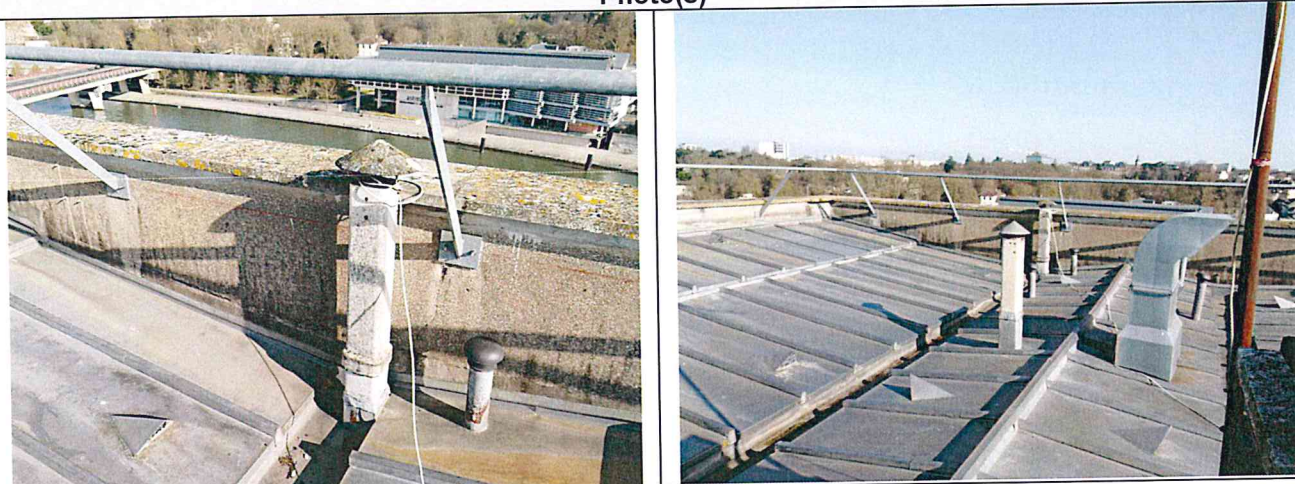


PRELEVEMENT : /		
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment	27/03/2019	Julien PHILIPPE
Localisation	Résultat	
Toiture	Présence d'amiante	
Photo(s)		
<div></div>		

PRELEVEMENT : /		
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Conduit vertical et rectangulaire en fibres ciment	27/03/2019	Julien PHILIPPE
Localisation	Résultat	
Toiture	Présence d'amiante	
Photo(s)		
		



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

PRELEVEMENT : /		
<b>Matériau</b>	<b>Date de prélèvement</b>	<b>Nom de l'opérateur</b>
Mitron en fibres ciment	27/03/2019	Julien PHILIPPE
<b>Localisation</b>	<b>Résultat</b>	
Toiture	<b>Présence d'amiante</b>	
<b>Photo(s)</b>		
		



**ANNEXE 5 – Grille d'évaluation des matériaux de la liste A**

Sans objet

## ANNEXE 6 – CRITERE D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B

### GRILLE D'EVALUATION 1

CRITERE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT

Date du contrôle	27/03/2019
Bâtiment	A
Pièce ou zone homogène	R-1 - Chaufferie
Destination déclarée du local	Local technique

Résultat de la grille	Conclusions
EP	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes
AC1	Evaluation périodique
AC2	Action corrective de premier niveau
	Action corrective de second niveau

### TABEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

<p><b>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU</b> Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique</p>
<p><b>ETAT DE DEGRADATION</b> Matériau dégradé Matériau non dégradé</p>
<p><b>ETENDUE DE LA DEGRADATION</b> Ponctuelle Généralise</p>
<p><b>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU</b> Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation</p> <p>L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ;</li> <li>– la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.</li> </ul> <p>Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.</p>



**EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION ET RISQUE DE DEGRADATION LIE A SON ENVIRONNEMENT, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES LOCAUX OU DE LA ZONE HOMOGENE**

PROTECTION  
PHYSIQUE

ETAT DE  
DEGRADATION

ETENDUE DE  
LA DEGRADATION

RISQUE DE LA DEGRADATION LIE A  
L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU

TYPE DE  
RECOMMANDATION

<input type="checkbox"/> Protection physique étanche					EP
<input checked="" type="checkbox"/> Protection physique non étanche ou absence de protection physique	<input type="checkbox"/> Matériau non dégradé		<input type="checkbox"/> Risque de dégradation faible ou à terme		EP
			<input type="checkbox"/> Risque de dégradation rapide		AC1
	<input checked="" type="checkbox"/> Matériau dégradé	<input checked="" type="checkbox"/> Ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Risque faible d'extension de la dégradation		EP
			<input type="checkbox"/> Risque d'extension à terme de la dégradation		AC1
			<input type="checkbox"/> Risque d'extension rapide de la dégradation		AC2
		<input type="checkbox"/> Généralisée			AC2



**S.A.D.E.L.****INGENIERIE****GRILLE D'EVALUATION 2****CRITERE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT**

Date du contrôle	27/03/2019
Bâtiment	A
Pièce ou zone homogène	Toiture
Destination déclarée du local	Sans objet

Résultat de la grille	Conclusions
	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de secondniveau

**TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE**

<b>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU</b> Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique
<b>ETAT DE DEGRADATION</b> Matériau dégradé Matériau non dégradé
<b>ETENDUE DE LA DEGRADATION</b> Ponctuelle Généralise
<b>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU</b> Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation  L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.



**EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION ET RISQUE DE DEGRADATION LIE A SON ENVIRONNEMENT, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES LOCAUX OU DE LA ZONE HOMOGENE**

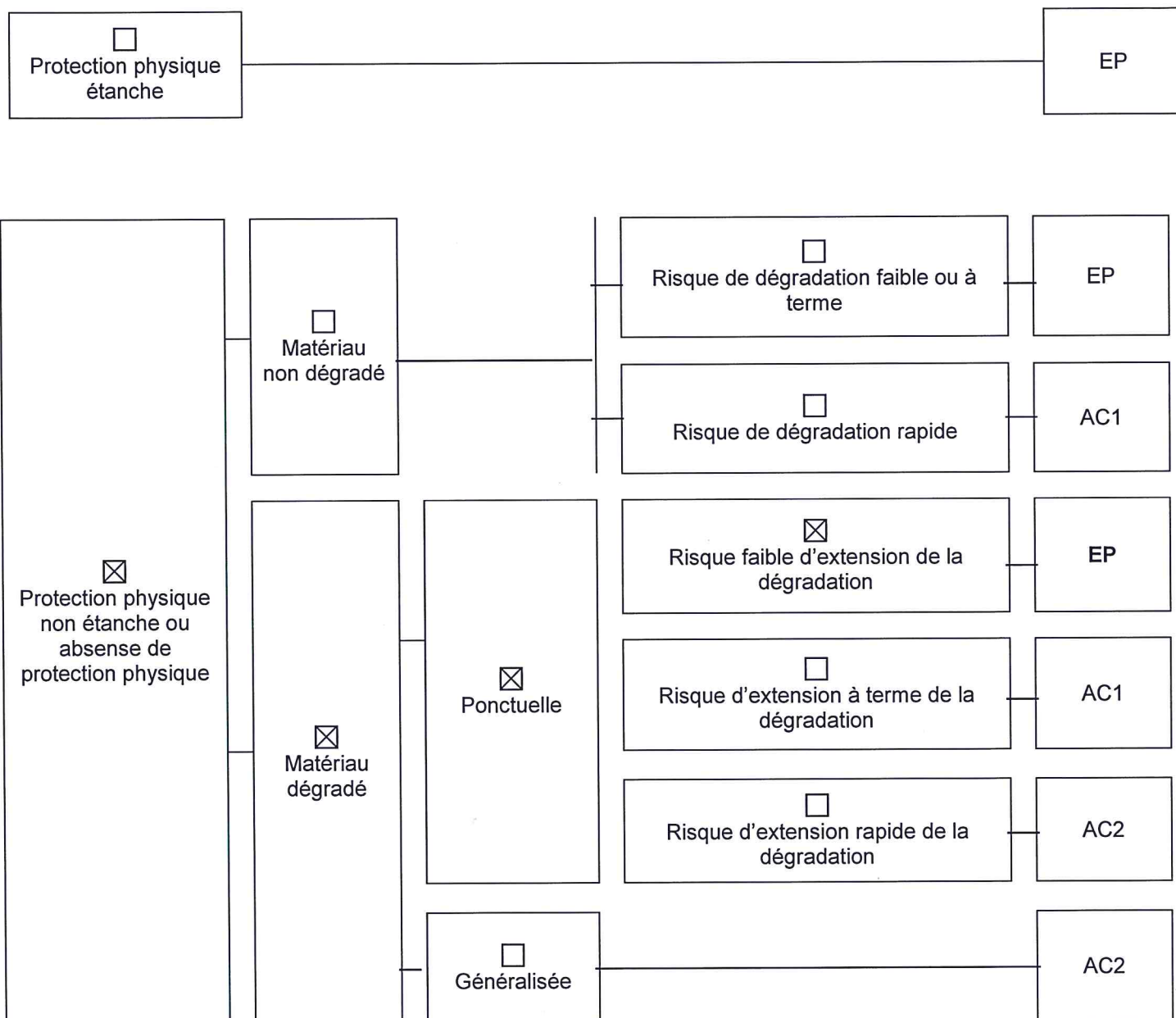
**PROTECTION  
PHYSIQUE**

**ETAT DE  
DEGRADATION**

**ETENDUE DE  
LA DEGRADATION**

**RISQUE DE LA DEGRADATION LIE A  
L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU**

**TYPE DE  
RECOMMANDATION**





**GRILLE D'EVALUATION 3**

**CRITERE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT**

Date du contrôle	27/03/2019
Bâtiment	A
Pièce ou zone homogène	Toiture
Destination déclarée du local	Sans objet

Résultat de la grille	Conclusions
	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

**TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE**

<b>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU</b> Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique
<b>ETAT DE DEGRADATION</b> Matériau dégradé Matériau non dégradé
<b>ETENDUE DE LA DEGRADATION</b> Ponctuelle Généralise
<b>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU</b> Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation  L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.





S.A.D.E.L.

INGENIERIE

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION ET RISQUE DE DEGRADATION LIE A SON ENVIRONNEMENT, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES LOCAUX OU DE LA ZONE HOMOGENE

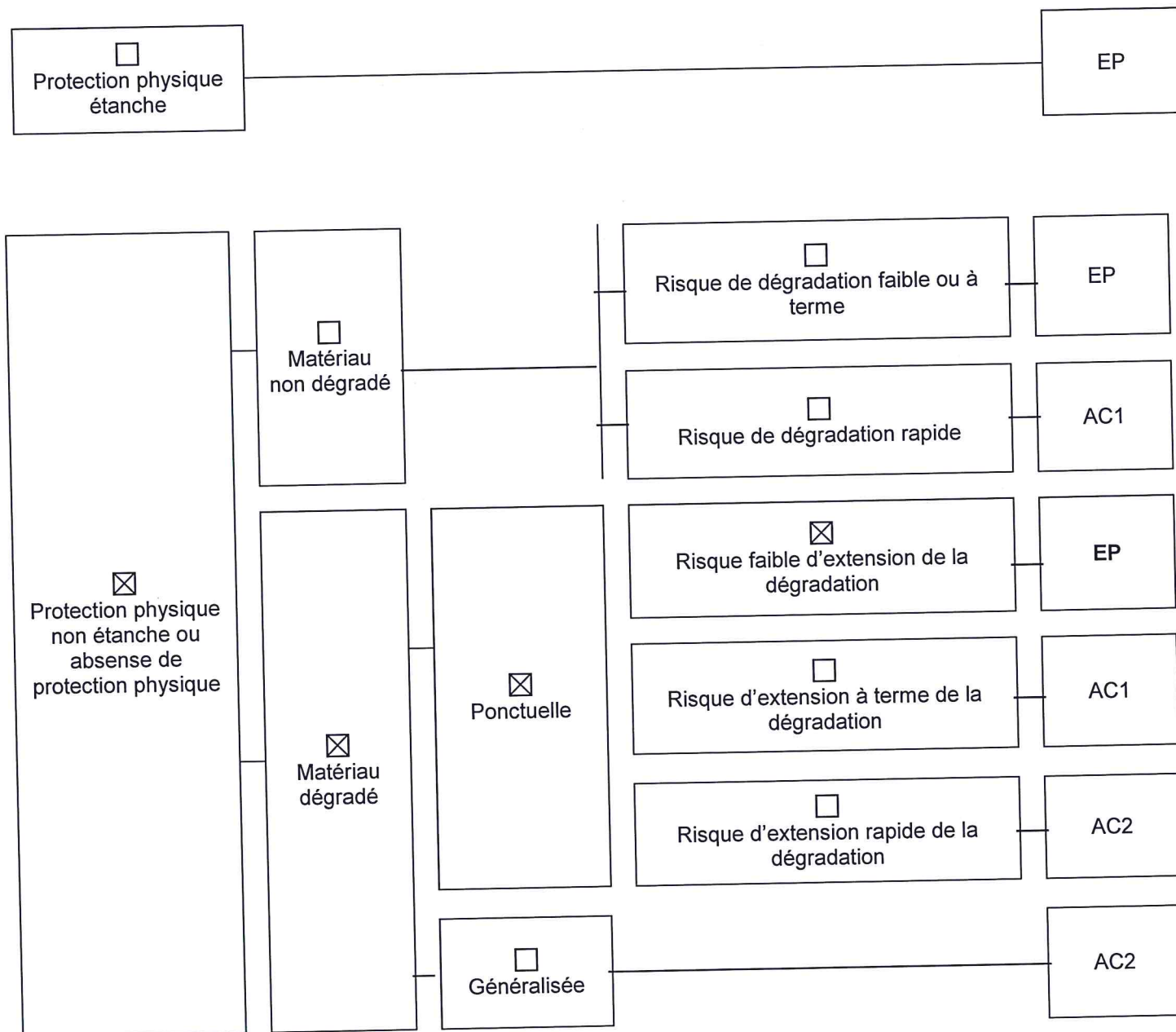
PROTECTION  
PHYSIQUE

ETAT DE  
DEGRADATION

ETENDUE DE  
LA DEGRADATION

RISQUE DE LA DEGRADATION LIE A  
L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU

TYPE DE  
RECOMMANDATION





#### GRILLE D'EVALUATION 4

**CRITERE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT**

Date du contrôle	27/03/2019
Bâtiment	A
Pièce ou zone homogène	Toiture
Destination déclarée du local	Sans objet

Résultat de la grille	Conclusions
	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

#### TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

<b>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU</b> Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique
<b>ETAT DE DEGRADATION</b> Matériau dégradé Matériau non dégradé
<b>ETENDUE DE LA DEGRADATION</b> Ponctuelle Généralise
<b>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU</b> Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation  L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.



**S.A.D.E.L.**

**INGENIERIE**

**EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION ET RISQUE DE DEGRADATION LIE A SON ENVIRONNEMENT, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES LOCAUX OU DE LA ZONE HOMOGENE**

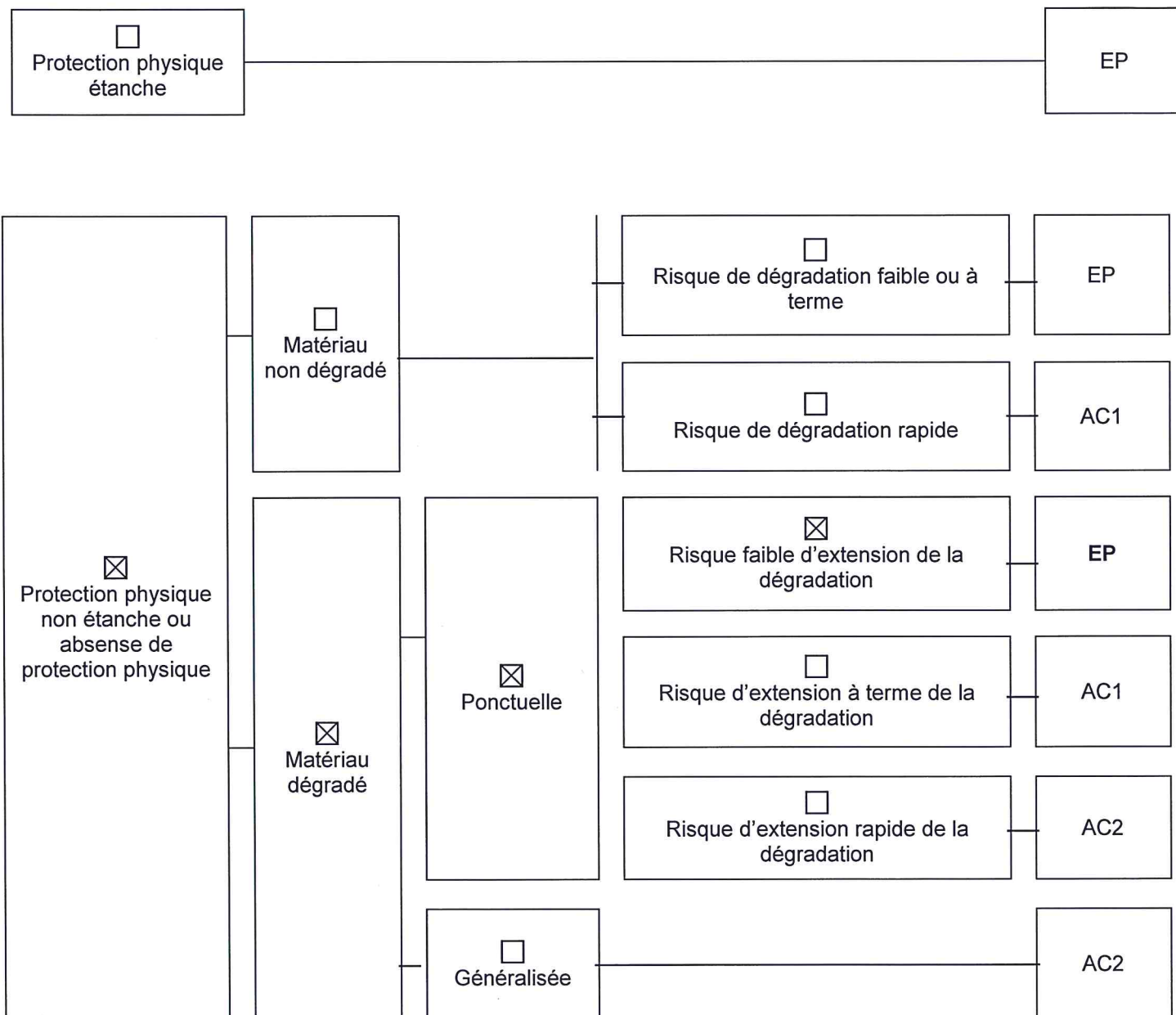
**PROTECTION  
PHYSIQUE**

**ETAT DE  
DEGRADATION**

**ETENDUE DE  
LA DEGRADATION**

**RISQUE DE LA DEGRADATION LIE A  
L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU**

**TYPE DE  
RECOMMANDATION**







**ANNEXE 7 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT RAPPORT**

**ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE  
DIAGNOSTIQUEUR**

MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD atteste que :

**SAS SADEL INGENIERIE  
65 Rue Aristide Briand  
Nouvel Espace  
78130 Les Mureaux**

titulaire du contrat N° 110 641 319 « Responsabilité Civile Professionnelle Diagnostiqueur » dans le cadre des activités suivantes :

NATURE DES DIAGNOSTICS ET EXPERTISES	REALISE PAR L'ASSURE	DONNE EN SOUS- TRAITANCE PAR L'ASSURE
• Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP)	OUI	NON
• Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante	OUI	NON
• Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment	OUI	NON
• Etat de l'installation intérieure de gaz naturel	OUI	NON
• Etat des risques naturels et technologiques	OUI	NON
• Etat de l'installation intérieure d'électricité	OUI	NON
• Diagnostic de performance énergétique	OUI	NON
• Mesurage « Loi Carrez »	OUI	NON
• Diagnostic Technique Immobilier loi SRU : Etat apparent solidité clos et couvert Etat des conduites et canalisations collectives ainsi que des équipements communs et de sécurité	OUI	NON
• Etat des lieux relatif à la conformité aux normes de surface et d'habitabilité (Prêt à taux 0%)	OUI	NON
• Etat relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et parasites dans le bâtiment	OUI	NON
• Etat relatif à la présence et concentration de légionnelles	OUI	NON
• Diagnostic gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments selon préconisation Décret n°2011-610 du 31 mai 2011	OUI	NON



ENTREPRISE

La présente attestation valable pour la période du **01/07/2018 AU 30/06/2019** ne peut engager l'assureur en dehors des limites précisées par les clauses et les conditions du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 5 juillet 2018

Pour l'assureur

*Philippe B...*  
*Chiffre*





**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

**BUREAU VERITAS**  
Certification



**Certificat**  
Attribué à

**Monsieur Julien PHILIPPE**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

**DOMAINES TECHNIQUES**

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.	21/09/2015	20/09/2020
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.	10/03/2017	20/09/2020

Date : 10/03/2017

Numéro de certificat : 2514538

**Jacques MATILLON - Directeur Général**



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'à : voir ci-dessus.

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur : [www.bureauveritas.fr/certification.php](http://www.bureauveritas.fr/certification.php)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
50, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense



**CERTIFICATION**  
**DE PERSONNES**  
ACCREDITATION  
N°4-0027  
Liste des sites et  
portées disponibles  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)